



Le Peuple Français souverain

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

LETTRÉ RECOMMANDÉE AVEC AR

Objet : Révocation de votre mandat

Monsieur Nicolas SARKOZY
Palais de l'Élysée
55, rue du faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

Attendu que le principe de toute souveraineté réside dans la Nation, en vertu de l'article III de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ;

Que celle-ci peut, dès lors, et à tout moment, révoquer le mandat qu'elle a donné à ses représentants, lesquels ne sont légitimes à exercer ce mandat que dans le respect de la Constitution ;

Attendu que cette même Déclaration des droits de l'homme et du citoyen stipule en son article I que « les distinctions sociales ne sauraient être fondées que sur l'utilité commune » ;

Que, conséquemment, la distinction dont est temporairement gratifié le Président de la République française et les prérogatives qui y sont attachées cessent de valoir à l'instant même où la personne qui exerce cette fonction ne fait plus œuvre utile pour la communauté nationale, et a fortiori si elle se montre nuisible pour cette dernière ;

Attendu que la violation du pacte social inscrit à l'article II de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, impose nécessairement la révocation du mandat donné par le peuple ;

Attendu, ainsi, que vous avez, en toute conscience et de manière réitérée, pris des décisions préjudiciables à l'intérêt de la Nation en méconnaissant le sens de votre mandat ;

Que vous avez en effet placé la République, ses institutions, sa constitution et votre propre mandat au service de l'oligarchie économique et financière ;

Que ceci est avéré, notamment, par :

- la mise en place d'un « bouclier fiscal » et de divers avantages fiscaux en faveur des plus fortunés,
- la dilapidation du bien commun constitué par nos services publics, pour livrer ceux-ci aux appétits des investisseurs privés ;
- la volonté que vous avez affichée de « dépenaliser le droit des affaires » ;
- le projet que vous formez actuellement de supprimer l'Impôt sur la Fortune ;

Que vous avez, au surplus, utilisé vos prérogatives dans votre seul intérêt, celui de votre famille, ou, par népotisme, celui de vos affidés ;

Qu'ainsi, vous avez :

- attenté à la liberté de la Presse et des médias en vous arrojant le contrôle de certaines nominations stratégiques,

- attenté à l'indépendance de la Justice en mettant les Procureurs à vos ordres, en tentant de circonvenir les juges et en faisant inscrire la suppression des juges d'instruction dans l'un de vos projets de loi ; vous avez, ce faisant, violé la constitution ;
- violé le principe d'égalité de tous devant la loi et l'interdiction de toute discrimination, à l'égard des Roms en particulier, mais également en instituant une sanction de déchéance de nationalité pour certaines catégories de Français ;
- violé le principe de séparation des pouvoirs, fondement de la République, en plaçant le Parlement sous la tutelle du pouvoir exécutif ;
- violé le principe de laïcité de la République en pratiquant ostensiblement et publiquement des rites religieux ;
- bénéficié de ressources en nature ou en espèces mises à votre disposition par des personnes qui en attendaient une contrepartie ;
- pratiqué sans aucune vergogne le népotisme en utilisant votre position pour promouvoir la carrière de votre fils, violant par là même le principe d'égalité républicaine ;
- augmenté fortement et unilatéralement vos émoluments, décision injustifiée eu égard à vos piètres états de services ;

Attendu que vous tentez de mener une « réforme » pour laquelle vous n'avez pas été élu, en décidant en particulier de retarder l'âge de départ à la retraite et en minorant le montant des pensions avant l'âge de 67 ans, toutes mesures qui visent à réduire le pouvoir d'achat des catégories populaires ;

Que ces décisions mettent à jour les mensonges que vous avez proférés pendant votre campagne, et selon lesquels vous vous engagiez à maintenir l'âge de départ à la retraite à 60 ans et à favoriser la hausse du pouvoir d'achat ;

Attendu que vous avez prôné l'instauration en France d'un système de crédit hypothécaire analogue à celui qui a provoqué la crise des subprimes aux États-Unis d'Amérique,

Qu'encore, vous avez encouragé la création de fonds de pension, prédateurs de notre économie et de nos emplois, et dont l'extrême vulnérabilité, qui met en péril la sécurité des retraités, a été mise en évidence par ladite crise ;

Que ceci atteste, si besoin était, de votre manque total de discernement ;

Attendu que, malgré plusieurs journées de grèves et divers votes d'avertissement, vous avez persisté dans vos errements pathétiques ;

Par ces motifs,

Nous, peuple français détenteur de toute souveraineté, révoquons le mandat que nous vous avons donné, avec effet immédiat, sans préavis ni indemnité d'aucune sorte.

En conséquence, vous êtes sommé de quitter immédiatement les fonctions que vous avez si honteusement outragées, d'évacuer sans délai le palais de l'Élysée - en veillant à n'emporter ni mobilier ni argenterie - et de nous remettre sans plus attendre, outre les clés du palais, le mandat que vous avez ignominieusement bafoué.

Pour le peuple français,
La République mande et ordonne.

le 29 Vendémiaire, An CCXIX de la République